

Ecrit par le 23 juillet 2024

Trois nouveaux magistrats pour le tribunal judiciaire de Carpentras



Trois nouveaux magistrats, deux vice-présidentes et une procureure de la République, ont été installés au tribunal judiciaire de Carpentras, mercredi 19 octobre.

« Notre tribunal a l'honneur d'accueillir aujourd'hui officiellement dans ses rangs sa nouvelle procureure de la république, Héléne Mourges et deux nouveaux magistrats du siège, Enora Laurent et Delphine Loria », a déclaré Madame la présidente du tribunal judiciaire de Carpentras. Si les trois nouveaux magistrats ont été introduits en octobre, leur prise de fonction avait commencé le 1^{er} septembre.

Native de Carpentras, Madame Héléne Mourges sort de l'école nationale de magistrature (ENM) en 2005, puis occupe les fonctions de substitute placée dans la cour d'Aix en Provence, avant de rejoindre la cour d'appel en qualité de substitute à Nîmes, en 2008. Promue vice-procureure de la République à Tarascon en 2013, elle repart dans la cour d'appel d'Aix en Provence. Toujours dans la même cour, elle intègre en 2020 le parquet général en tant que substitute générale.

En intégrant le tribunal judiciaire de Carpentras en tant que procureure de la République, Héléne Mourges succède à Pierre Gagnoud nommé en qualité d'avocat général à la Cour d'Appel de Poitiers et qui a occupé les fonctions de procureur pendant six ans. La nouvelle procureure de la République a notamment déclaré : « Je ferais de la lutte contre les trafics de produits stupéfiants mon cheval de bataille ».

Ecrit par le 23 juillet 2024



Hélène Mourges (à droite) prononce son discours d'installation © Clément Janin

Deux nouvelles vice-présidentes

Née à Pertuis, Madame Enora Laurent étudie à l'université de droit d'Avignon. En parallèle de son Master, elle réussit l'examen du barreau et est admissible au concours d'entrée de l'ENM. Elle occupe un premier poste en tant que juge des enfants, puis un second poste en tant que juge placé à la Cour d'appel de Nîmes, avant de revenir à Avignon chargée de fonctions essentielles civiles. Aujourd'hui, Madame Enora Laurent occupe les fonctions de vice-présidente plus spécialement chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Carpentras.

Concernant Madame Delphine Loria, elle née à Valence et suit un cursus universitaire à Lyon avant d'obtenir un master en droit privé à la faculté de droit de Poitiers. Diplômée de l'ENM, elle est installée en qualité de substitute du procureur au tribunal de grande instance de Troyes. Souhaitant rejoindre son compagnon, muté au commissariat d'Avignon, elle demande son affectation au tribunal judiciaire de

Écrit par le 23 juillet 2024

Carpentras où elle occupe désormais les fonctions de vice-présidente chargée des fonctions de juge aux affaires familiales, coordonnatrice du pôle de la famille.

J.R.

Gordes : 'La responsabilité des magistrats dans l'exercice de leurs fonctions'



Dans le cadre de ces rendez-vous 'Les vendredis de Gordes', [la municipalité de Gordes](#) propose une conférence de Maître Olivier Morice. Ce dernier interviendra sur le thème : 'La responsabilité des magistrats dans l'exercice de leurs fonctions'.

Figurant parmi les plus grands 'ténors' des tribunaux français, Maître Olivier Morice a participé, entre autres, sur des affaires très médiatisées telles que celle des familles des victimes de l'attentat de Karachi en 2002, l'affaire Christine Malèvre, le procès de la Scientologie, l'affaire Robert Boulin, l'affaire Borrel, l'affaire Mohamed Merah, ou encore l'affaire du crash Rio-Paris. Il défend également la famille de Pierre Legrand, l'un des ex-otages du Niger.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Ayant pour devise « crier la vérité pour que vive la justice », l’avocat breton est aujourd’hui inscrit au barreau de Paris.

Vendredi 1^{er} juillet. Espace Simiane. 18h30. Entrée libre Mairie de Gordes. [Cliquer ici pour plus de renseignements](#)

Orange, Jacques Bompard, ‘J’irai devant la Cour Européenne des droits de l’homme’

Le maire d’Orange, Jacques Bompard, dans un communiqué, à propos du [rejet de son pourvoi en Cour de Cassation](#), dénonce ‘Une décision politique et arbitraire qui m’oblige à aller devant la Cour européenne des Droits de l’homme’.

«C’est par la presse que j’ai appris le rejet de mon pourvoi en cassation, commence Jacques Bompard, maire d’Orange. J’ai consacré ma vie à ma Ville où j’ai été réélu cinq fois maire et deux fois député. Je m’étonne de cette décision qui confirme l’arbitraire que je subis d’une procédure débutée en 2009, d’une instruction de 10 ans qui m’a donné raison, et d’une Cour d’appel qui n’a pas prêté attention aux écritures de mes avocats.»

Jugé sur la forme, pas le fond

«Ni l’enrichissement personnel, ni de détournement de fonds n’ont été retenus à mon encontre. J’y vois une motivation politique de la Justice qui entérine un jugement disproportionné prononcé en appel. Pire, cette condamnation établit le droit à la prise légale d’intérêt pour les magistrats qui ont à juger un adversaire politique. Comment expliquer autrement que je sois condamné au maximum du quantum de l’inéligibilité en appel, alors même qu’en première instance le tribunal n’avait pas retenu ce type de peine à mon encontre, reconnaissant de fait ma probité publique dans cette affaire ? Comment expliquer que mes opposants soient au courant des décisions de justice avant même leur prononcé ?»

Magistrature

«Le gouvernement des juges contredit non seulement le droit qu’il utilise à des fins idéologiques et partisans mais il s’oppose, en plus, au suffrage des électeurs qui m’ont réélu deux fois maire au cours de cette longue procédure et deux fois député... Pour toutes ces raisons je porte mon affaire devant la Cour Européenne des droits de l’Homme...»

Autre article sur ce même sujet [ici](#).

MH